

Ce rapport a été produit par OCHA Kalemie et Lubumbashi en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 11 au 20 février 2019.

FAITS SAILLANTS

- Environ 33 000 ménages en déplacement préventif dans le Haut-Lomami, fuyant des éléphants en divagation.
- La réponse aux violences sexuelles basées sur le genre dans le Tanganyika nécessite plus de ressources.

APERÇU DE LA SITUATION



Dans plusieurs zones rurales, l'agriculture reste la principale activité de nombreuses familles et leur source de revenus. © PAM

Selon les autorités provinciales du Haut-Lomami, environ 33 000 ménages des territoires de Bukama, Kamina et Malemba Nkulu ont fui leurs habitations, entre septembre 2018 et janvier 2019, à cause des éléphants en divagation, pour se réfugier vers d'autres villages jugés sécuritaires et à l'abri des éléphants, à l'intérieur de ces territoires.

Ces déplacements cycliques pourraient plonger la province, déjà enclavée et exacerbée par des problèmes structurels, dans une situation humanitaire sans précédent. Les mêmes autorités rapportent que 55 324 hectares des champs d'arachides, de haricots et de manioc – aliments de base – ont été détruits ; plus de 73 760 enfants de 6 à 11 ans ne vont plus à l'école depuis la rentrée scolaire en septembre 2018, soit parce que leurs écoles sont fermées, soit parce que les éléphants ont détruit les sources de

revenus de leurs parents.

Les acteurs humanitaires craignent que le manque d'accès à une alimentation équilibrée et suffisante, ainsi que la perte de production agricole, sur la moyenne période, aient un impact néfaste sur les conditions nutritionnelles des populations affectées, avec un effet inévitable sur leur état de santé. D'après les résultats de l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de mars 2018, le Territoire de Malemba Nkulu était classé en phase 3 (phase de crise), avec crise de moyens d'existence, sur une échelle de 5 phases.

REPONSE HUMANITAIRE



Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) rapporte 1 127 cas de violences sexuelles basées sur le genre (SGBV) enregistrés en 2018 dans la Province du Tanganyika. Le viol représente 42% des cas, même si le mariage forcé des enfants a également une incidence élevée, à cause de la vulnérabilité des enfants et de la pauvreté des familles. Selon UNFPA, plus de 56% des victimes sont des personnes déplacées internes. Près de la moitié des cas de viol commis sur les femmes serait perpétrée par les différentes milices encore opérationnelles dans la province ; le pourcentage restant est attribué instinctivement aux civils, à l'armée congolaise (FARDC) et aux éléments de la Police nationale (PNC).

Grâce aux financements reçus en 2018, à savoir les fonds canadiens et japonais ainsi que le [Fonds central d'intervention d'urgence \(CERF\)](#), quelques réponses ont pu être apportées. Cependant, la majorité de ces financements ont été affectés à la prise en charge psychosociale et médicale ; le pourcentage des femmes qui ont reçu une assistance juridique et de l'aide en réinsertion socioéconomique n'a pas dépassé les 10% : 2% pour la prise en charge juridique et 8% pour la réinsertion économique.

Le Tanganyika étant une zone encore en proie à des conflits, l'idéal serait de renforcer les fonds pour une prise en charge holistique des cas de violences sexuelles basées sur le genre pour, entre autres, continuer à approvisionner les structures médicales en matériel approprié « Kit PEP », renforcer le système judiciaire et la réinsertion socioéconomique des survivantes.

COORDINATION GENERALE

Les résultats d'une évaluation rapide multisectorielle organisée, au cours de ce mois de février, par le [Conseil norvégien pour les réfugiés \(NRC\)](#) et [Solidarités international](#) indiquent la présence de 935 ménages retournés sur l'axe Ngombemwana - Mukomena - Makumbo, en Territoire de Nyunzu (Tanganyika). Ces personnes avaient fui leurs habitations à cause des violences dues au conflit communautaire entre les Twa et les Luba, en juillet 2017, vers le Territoire voisin de Manono. D'après la mission, les décès et maladies enregistrés, surtout chez les enfants dans les milieux de déplacement, les activités de sensibilisation sur la paix et la cohésion pacifique, les mauvaises conditions de vie ainsi que l'accalmie ont, entre autres, favorisé leur retour, en avril 2018, dans leurs milieux d'origine.

Même si cet axe semble stabilisé, pour le moment, les infrastructures de base – écoles, centres de santé, abris – restent insuffisantes à cause des incendies et autres destructions survenus lors des conflits, et des problèmes d'accès aux biens et services de base ainsi que des tensions sociales demeurent.

La mission a identifié des besoins énormes dans presque tous les secteurs. En santé, par exemple, il y a rupture des médicaments essentiels, depuis plusieurs mois, dans des centres médicaux. Au cours des six derniers mois, 46 cas de violences sexuelles ont été enregistrés dans les structures sanitaires, mais ces femmes n'ont bénéficié d'aucune prise en charge par manque d'intrants. La mission a répertorié 87 enfants non accompagnés et 78 autres associés aux milices, dans la communauté.

CHIFFRES CLÉS

2 446

Cas de choléra, dont 71 décès, enregistrés dans les provinces du Haut-Katanga et Haut-Lomami, au 10 février 2019.

15 751

Nombre d'incidents de protection rapportés dans l'ex Katanga en 2018.

84 203

Nombre de déplacés dans les 12 sites de déplacement à Kalemie (CCCM).

2,6 millions

Nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika (IPC 16^{ème} cycle).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Carmen Blanco, Chef de sous-bureau OCHA Kalemie, blancoreinosa@un.org Tél : +243 81 706 13 59

Zinatou Boukary, Chef de sous-bureau OCHA Lubumbashi, boukary@un.org Tél : +243 81 706 13 44

Jolie Laure Mbalivoto, Chargée de l'information publique OCHA Kalemie, mbalivotoj@un.org, Tél : +243 81 706 12 37

Nicolas Doire, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA RDC, nicolas.doire@un.org, Tél : +243 81 706 12 00

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info; www.unocha.org et www.reliefweb.int
Suivez-nous sur nos pages [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)